

Plus de mixité sociale et de compétences dans les écoles

Nous avons été interpellés par la carte blanche d'un professeur dans la Libre de la semaine dernière (Décret inscription : La règle et la société, en date du 05/04). Il y était prôné un enseignement divisé, avec d'un côté les « bons » élèves que l'on pouvait « pousser » le plus loin possible et de l'autre les élèves « faibles ou en difficulté » qu'il fallait également regrouper afin de leur donner un enseignement « sur mesure » pour pallier leurs carences. Si ce raisonnement assez simpliste peut sembler de sens commun, il va pourtant à l'encontre de ce que nous montre l'ensemble des recherches en la matière.

En effet, les études PISA l'ont démontré : les pays où la majorité des élèves de 15 ans obtenaient de bons résultats en mathématiques ou en langue étaient ceux qui favorisaient la mixité sociale et encourageaient les talents. Autrement dit, les pays qui regroupaient des élèves aux profils différents dans une même classe.

À l'inverse, des pays comme la Belgique et la France, caractérisés par un enseignement très cloisonné - les bons élèves d'un côté, les plus faibles de l'autre - obtiennent de mauvais scores. Leur nombre d'élèves en difficulté est très important. Sans compter qu'en Belgique, l'écart des performances scolaires entre les élèves est très fortement lié au milieu social, ce qui n'est pas le cas dans d'autres pays.

UN MODÈLE ?

Ces choses dites, comment s'organise l'enseignement dans ces pays, notamment nordiques, qui ont de si bons scores ? Différentes études ont approfondi la question.

Les systèmes scolaires qui parient sur l'hétérogénéité des publics pratiquent peu le redoublement et sont composés d'établissements scolaires peu différenciés en termes d'offre scolaire. En effet, ces programmes assurent à l'ensemble des élèves un réel tronc commun jusque 16 ans, avec un mélange de matières scientifiques, littéraires, techniques, artistiques et sportives (le principe même des Humanités). Ce système permet à la majorité des jeunes d'avoir le temps de s'orienter en connaissance de cause et à un âge plus mature.

On constate que non seulement cette hétérogénéité globale du système éducatif est favorable au niveau moyen des élèves, mais qu'en plus elle permet de réduire l'impact de l'origine sociale sur les acquisitions scolaires.

SÉLECTION OU ENSEIGNEMENT ?

Ces travaux restent évidemment inconnus du grand public. Dommage, car ils permettraient de dédramatiser la question de l'inscription scolaire qui angoisse tant de mères et de pères, ces jours-ci. En effet, certains parents se coupent en quatre pour inscrire leurs enfants dans de « bonnes écoles » et redoutent l'arrivée de quelques élèves dits plus défavorisés ou plus faibles qui pourraient tirer l'enseignement vers le bas. Des enseignants et responsables de direction partagent aussi cette crainte.

Pourtant, cette vision qui condamne les enfants à être classés dans une catégorie dès leur plus jeune âge est non seulement infondée, mais aussi nuisible. Elle suppose que tout est déterminé à 12 ans et que donc, finalement, le rôle de l'école et de ses enseignants se réduit à peu de choses. Ce qui est quand même peu motivant tant pour les enseignants que pour les élèves !

Une telle représentation aboutit par ailleurs à des « projections créatrices », les enfants se conformant aux (non-) attentes qui pèsent sur eux. N'est-il pas temps de laisser aux jeunes le temps d'expérimenter, de se tromper, d'apprendre de différentes manières ? N'est-il pas temps de redéfinir la mission des enseignants dans certains établissements où leur tâche actuelle relève plus de la sélection que de l'enseignement ?

ET LE VIVRE ENSEMBLE ?

Parallèlement, la mixité sociale et culturelle, qui fait encore peur à certains parents et professeurs, est un formidable creuset pour l'apprentissage du vivre ensemble, pour la construction d'une citoyenneté partagée. Quand, dans une même classe, se côtoient des enfants d'origines différentes, des échanges concrets se font sur les questions culturelles, religieuses, socioéconomiques...

Certes, il faut à l'équipe éducative une certaine compétence pour gérer l'ensemble des débats et des éventuels conflits, mais c'est bien l'apprentissage de la vie sociale et citoyenne qui se fait par ce biais. Une série de stéréotypes sur « l'autre » peut ainsi être dépassée. Mobilisons-nous pour que la définition d'une

« bonne école » se base à l'avenir sur le travail des enseignants en faveur de tous les enfants dans leur diversité, et que l'ensemble des écoles soient à même de répondre à cette définition. Cela suppose sans doute parfois aussi de changer notre regard sur l'école et sur ce que nous voulons pour nos enfants.

*Anne-Marie Dieu,
Vice-présidente de la Ligue des familles*